

<https://levenissian.fr/Avec-les-salaries-de-General-Electric-la-bataille-de-l>

Journée de Fabien Roussel à Lyon

Avec les salariés de General Electric, la bataille de l'emploi

- Vie politique - Lutttes sociales -



Date de mise en ligne : dimanche 1er novembre 2020

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Ce jeudi 28 octobre, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, a participé à plusieurs rencontres dans l'agglomération lyonnaise dans la bataille pour l'emploi qu'anime les communistes. IL a participé le matin à un rassemblement combatif devant le site villeurbannais de General Electric, avec l'intersyndicale du groupe, des centaines de salariés, et des élus insoumis, socialistes, et écologistes de la métropole. Plusieurs militants et élus communistes de Vénissieux était présent, avec Michèle Picard et Pierre-Alain Millet.

Tous les syndicats (CGT, CFDT, CGC) se sont exprimés, dénonçant le scandale de cette restructuration par un groupe US qui avait promis pour racheter l'entreprise ALSTOM de créer 1000 emplois, et qui en a déjà supprimé 1000 avant ce nouveau plan de près de 800 suppressions. De fait, General Electric est à l'image de ce capitalisme mercenaire et prédateur qui investit pour extraire le maximum de « cash » tout en détruisant les savoir-faire, les filières, les capacités technologiques. Il faut rappeler l'histoire de ce groupe ALSTOM « sauvé » par Sarkozy mais pour le revendre à son ami Bouygues qui en fera un juteux profit, avant que Macron ne le vende à General Electric.

Les élus des forces de gauche et écologistes se sont succédé avec le maire et le sénateur socialiste de Villeurbanne, la conseillère régionale insoumise et la vice-présidente écologiste de la métropole, et Fabien Roussel, député communiste et secrétaire national du PCF.

Ce rassemblement large est une bonne chose et la priorité est d'obtenir des décisions fermes de l'état. Le ministre de l'économie Bruno Le Maire n'a jamais répondu aux courriers des syndicats de l'entreprise. Fabien Roussel a proposé aux salariés de se retrouver à Paris pour des « états généraux de l'énergie », en appelant à faire converger toutes les luttes des entreprises du secteur.

[Fabien Roussel prend la parole]

[banderolle parti]

[Serge Paolozzi, délégué syndical central CGT de General Electric GRID (Villeurbanne)]

[GE5]

[GE1]

[GE2]

[GE3]

[GE4]

Pour réussir la mobilisation des salariés, avec les habitants et les collectivités, il faut aussi affirmer qu'une autre logique économique et industrielle est possible. Et la première chose est de faire le bilan de ce qui a échoué depuis des décennies.

Gilbert-Luc Devinaz a rappelé la fin de la machine-outil en France dans les années 80 avec des luttes importantes comme celle de Gendron à Villeurbanne. Mais justement, la gauche au pouvoir n'a pas pu empêché la désindustrialisation à cette époque, et 20 ans plus tard, c'est même Lionel Jospin confronté à la fermeture de Vilvorde qui avouera « l'état ne peut pas tout » justifiant ainsi le fatalisme.

Et depuis, la désindustrialisation a continué sous tous les gouvernements, de gauche et de droite, tenant de grands discours sur la défense de l'industrie, multipliant les plans et les annonces de fonds publics, sans rien empêcher et sans rien reconstruire.

Ce débat est indispensable pour ouvrir l'espoir de sortir enfin de cette désindustrialisation, de ces stratégies d'actionnaires qui ne regarde la France que pour bénéficier de fonds publics et d'infrastructures de recherches mais dont le seul objectif est la rentabilité de leur capital

De même, il faut savoir si la transition énergétique telle qu'elle est conduite en France depuis 10 ans est une bonne chose pour le climat et pour l'emploi. Pour le climat, on sait qu'elle est un échec, les émissions carbonées de la France augmentaient depuis 2015, Les 100 milliards dépensés pour des énergies électriques renouvelables (éolien et photovoltaïque) n'ont pas d'effet sur le climat puisque notre électricité est déjà décarbonée ! Par contre, le fret ferroviaire a continué à reculer, et la voiture à énergie fossile reste dominante dans les agglomérations.

Mais le pire de la transition énergétique en France est qu'elle est dominée par les acteurs privés et la marchandisation de l'énergie. Elle a permis à tous les gouvernements d'attaquer le service public, privatiser l'énergie, et pousser aux restructurations du secteur de l'énergie dont fait partie General Electric. Pour reconstruire une filière technologique et industrielle qui ouvre l'espoir pour General Electric, mais aussi pour Schneider ou Areva, il faut sortir de cette transition énergétique capitaliste qui parle du climat mais ne sert que le profit privé.

Intervention de Pierre-Alain Millet, conseiller métropolitain PCF, adjoint au maire de Venissieux

son [intervention en conseil de métropole](#)